



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 23 07 2026

L'activité économique marque le pas en mai, après un premier trimestre dynamique

L'activité économique brésilienne a faiblement progressé en mai, avec une hausse de 0,1 % de l'IBC-Br, après +0,4 % en avril. L'industrie soutient l'activité, tandis que les services stagnent et l'agriculture recule. La Banque centrale anticipe une croissance encore positive, mais plus modérée au second semestre 2026.

Face aux nouveaux droits de douane américains, le Brésil renforce son soutien aux exportateurs

Face à l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane américains visant une partie des exportations brésiliennes, le gouvernement Lula a annoncé un dispositif de soutien de 18,5 Mds BRL (3,2 Md EUR). Ce dispositif combine crédits bonifiés, garanties et diversification commerciale, tout en privilégiant la négociation avec Washington plutôt qu'une riposte tarifaire immédiate.

Bilan social du mandat Lula III : des progrès marqués sur l'emploi et la pauvreté en dépit du maintien de fortes inégalités

Trois ans et demi après le retour au pouvoir de Lula, les principaux indicateurs sociaux brésiliens se sont sensiblement améliorés. Le chômage a atteint un point bas historique, les revenus réels ont progressé et la pauvreté comme l'insécurité alimentaire ont reculé. Le bilan demeure toutefois plus contrasté en matière d'inégalités.

Graphique de la semaine : Evolution du marché du travail sous Lula III

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,6%	+4,6%	176 498
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-1,1%	-1,4%	122
Taux de change USD/BRL	-0,4%	-1,5%	5,10
Taux de change €/BRL	-0,9%	-2,5%	5,80

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

101%

L'augmentation en juin en glissement annuel des importations inférieures à 50 USD, suite à la suppression de la « taxa das blusinhas ».

Source : Recette Fédérale

Actualités macro-économiques & financières

L'activité économique marque le pas en mai, après un premier trimestre dynamique

L'Indice d'activité économique de la Banque centrale (IBC-Br) a progressé de 0,1 % en mai en glissement mensuel. Cette hausse limitée intervient après le rebond de 0,4 % enregistré en avril et le léger recul de 0,1 % observé en mars. Le résultat est néanmoins supérieur aux anticipations du marché, qui prévoyait une contraction de 0,2 %. L'économie brésilienne continue ainsi de croître au début du T2 mais à un rythme nettement moins soutenu qu'en début d'année. Ce ralentissement apparaît également dans les comparaisons annuelles puisque l'IBC-Br n'augmente plus que de 0,8 % en glissement annuel en mai, après 1,1 % en avril, tandis que sa progression cumulée sur douze mois ralentit de 1,6 % à 1,4 %.

La faible progression de mai masque des évolutions sectorielles contrastées. L'industrie constitue le principal soutien à l'activité, avec une hausse de 0,4 % en g.m., comme en avril. À l'inverse, les services sont restés presque stables (+0,1 %). L'agriculture a reculé de 1%, effaçant la légère hausse du mois précédent. Hors secteur

agricole, l'indicateur augmente de 0,2 % et confirme que la dynamique sous-jacente demeure positive, mais peu vigoureuse et largement portée par l'industrie.

Sur le trimestre mobile achevé en mai, l'IBC-Br progresse de 0,7 % par rapport aux trois mois précédents et de 1,8 % en g.a. Depuis le début de l'année, l'activité affiche une hausse de 1,2 % par rapport aux cinq premiers mois de 2025. Le résultat de mai porte par ailleurs l'acquis de croissance à 0,5 % pour le T2¹, toutefois inférieur à la progression de 1,3 % enregistrée par l'IBC-Br au T1.

Les anticipations de marché se sont ajustées à la baisse après la publication : la prévision de l'IPCA pour 2026 est passé à 5,16%, contre 5,3 % une semaine plus tôt. Pour 2027, elle est en revanche légèrement relevée, de 4,18% à 4,20%. Les projections pour 2028 et 2029 restent respectivement à 3,7% et 3,5%.

Les perspectives restent orientées vers la poursuite d'une croissance modérée. La Banque centrale anticipe une activité moins dynamique au deuxième trimestre qu'au premier, sous l'effet de la politique monétaire restrictive et d'un recul attendu de la contribution agricole. La consommation devrait néanmoins rester soutenue par la progression de l'emploi et des revenus, ainsi que par les mesures budgétaires et de crédit. La BCB a ainsi relevé sa prévision de croissance du PIB pour 2026 de 1,6 % à 2 %, tout en maintenant un scénario de décélération au second semestre.

¹ Même en cas de croissance nulle en juin, l'activité économique au T2 serait supérieure de 0,5% par rapport au T1.

Le Monitor do PIB de la Fondation Getulio Vargas (FGV)² présente quant à lui une estimation plus favorable, avec une croissance de 0,7 % en mai en g.m., de 1,2 % en g.a. et de 1,9 % sur le trimestre mobile. Cette progression repose sur les services, l'agriculture et la consommation des ménages, celle-ci augmentant notamment de 3,3 % en g.a. sur le trimestre mobile. L'investissement progresse également de 2, %, tandis que les importations (+8,9%) augmentent plus rapidement que les exportations (+4,3%).

Face aux nouveaux droits de douane américains, le Brésil renforce son soutien aux exportateurs

Le gouvernement brésilien a annoncé le 22 juillet une nouvelle enveloppe de crédit de 18,5 Mds BRL (3,2 Md EUR) destinée aux entreprises affectées par les droits de douane américains. La troisième phase du programme Brasil Soberano intervient le jour de l'entrée en vigueur d'une surtaxe américaine de 25 % sur une partie des produits brésiliens, adoptée dans le cadre de la section 301 de la législation commerciale des États-Unis. Selon le ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC), cette mesure concerne environ 15 % des exportations brésiliennes vers le marché américain, soit 5,8 Md USD. Le gouvernement privilégie à ce stade le soutien aux entreprises et la poursuite des négociations, sans mesures de rétorsion.

L'enveloppe mobilisée se compose de 13,5 Mds BRL (2,3 Md EUR) du Trésor national (2,3 Md EUR) et de 5 Mds BRL (865 M EUR) de ressources propres de la BNDES. Ces montants correspondent principalement à des crédits non utilisés lors des précédentes phases du programme et dans le cadre de la renégociation de dettes agricoles. Les financements prendront la forme de prêts remboursables, considérés par le gouvernement comme des dépenses financières et, à ce titre, non comptabilisés dans le solde primaire encadré par le cadre budgétaire.

Ces prêts pourront financer le fonds de roulement, l'acquisition d'équipements, l'investissement productif, l'innovation, l'adaptation des processus de production et la prospection de nouveaux marchés. Les taux annoncés sont compris entre 3 % pour les projets relatifs aux minerais critiques et 9,8 % pour les crédits de trésorerie accordés aux grandes entreprises, contre 6,5 % pour les investissements productifs. Le programme prévoit également un mécanisme de garantie destiné à faciliter l'accès des petites entreprises.

Le dispositif couvre trois catégories de bénéficiaires. La première regroupe les secteurs directement affectés par les mesures américaines (acier, aluminium, automobile, bois, sucre...) La deuxième comprend des industries considérées comme stratégiques, parmi lesquelles la chimie, les fertilisants, l'industrie pharmaceutique, le textile, l'électronique et les minerais critiques.

² Le Monitor do PIB-FGV reproduit la méthodologie des comptes nationaux de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Il mobilise environ 500 séries de volumes et de prix, couvrant 52 activités et 109 produits. L'IBC-Br est, pour sa part, un indicateur synthétique d'activité construit

par la Banque centrale à partir de sources, de pondérations et de méthodes d'estimation distinctes. Ces différences peuvent entraîner des écarts significatifs entre les deux indicateurs sur les variations mensuelles.

Enfin, la troisième catégorie concerne les entreprises exportant vers les pays du Golfe, également confrontées aux perturbations géopolitiques et commerciales. Le gouvernement estime qu'entre 1 000 et 1 400 entreprises pourraient recourir au dispositif, sur environ 2 400 exportateurs brésiliens actifs aux États-Unis.

D'autres mesures sont encore en cours d'étude. Après avoir rencontré les représentants des 22 branches concernées, le gouvernement examine notamment le recours aux achats publics afin d'absorber une partie de la production non exportable. Les organisations patronales ont accueilli favorablement ces mesures de soutien, tout en soulignant le caractère bureaucratique des précédentes lignes de crédit. Ils considèrent également que ces mesures resteront un soulagement temporaire en l'absence de réduction du « Custo Brasil ».

Le président Lula a affirmé que le Brésil poursuivrait les négociations avec Washington tout en cherchant à diversifier ses débouchés commerciaux, tandis que le vice-président Geraldo Alckmin a écarté une rétorsion immédiate sans exclure le recours ultérieur au principe de réciprocité. Le ministre des Relations extérieures, Mauro Vieira, a lui estimé que les mesures américaines répondaient principalement à des motivations politiques et sanctionnaient le refus du Brésil d'accepter certaines demandes commerciales sans contrepartie. Le gouvernement conteste notamment les critiques américaines visant le système de paiement Pix, l'accès au marché de

l'éthanol, la propriété intellectuelle et la politique environnementale brésilienne.

Etude économique & financière

Bilan social de Lula : des progrès marqués sur l'emploi et la pauvreté en dépit du maintien de fortes inégalités

Lors des dernières élections présidentielles d'octobre 2022, le président Lula s'est fait réélire en portant un programme social résolument tourné vers la réduction des inégalités et de la pauvreté. Quatre ans plus tard, le gouvernement se félicite de son bilan, mettant en avant de nombreuses avancées.

Le marché du travail constitue le principal point positif du bilan. Le taux de chômage est tombé à 5,1 % au T4 2025, son niveau le plus bas depuis le début de la série statistique en 2012. Il est remonté à 6,1 % au T1 2026, tout en restant inférieur de 0,9 point à son niveau de début 2025. Le salaire minimum a continué de progresser (+ 16% de gains réels) et l'emploi formel a atteint des niveaux records. La qualité de l'insertion professionnelle reste néanmoins inégale puisque l'informalité concernait encore 37,3 % des personnes occupées au T1 2026, malgré un recul de 0,7 point sur un an.

Cette amélioration du marché du travail, associée aux revalorisations réelles du salaire minimum et aux transferts sociaux, a contribué au recul

de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, la part de la population vivant avec moins de 8,3 USD par jour est passée de 25,3 % en 2022 à 20,6 % en 2024. Le revenu réel des 40 % les plus modestes a progressé d'environ 26 % sur la période, davantage que celui du reste de la population. La Banque mondiale attribue cette évolution à la combinaison de la hausse des revenus du travail, de la revalorisation du salaire minimum et de l'élargissement du programme Bolsa Família. Ce dernier couvrait encore près de 19,8 millions de foyers mensuellement en 2025 pour un montant de 160 Md BRL (~27,6 Md EUR).

La sécurité alimentaire s'est également nettement améliorée. Le Brésil est sorti en 2025 de la carte de la faim de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), après que sa proportion de la population en situation de sous-alimentation soit demeurée inférieure au seuil de 2,5 %. L'insécurité alimentaire sévère est parallèlement revenue de 6,6 % sur la période 2021-2023 à 3,4 % en 2022-2024, soit près de 7 millions de personnes sorties de cette situation. Cette évolution intervient dans le contexte du déploiement de la stratégie Brasil Sem Fome, une stratégie nationale visant à coordonner les politiques sociales et alimentaires.

Les progrès sont cependant moins nets en matière d'inégalités. Le coefficient de Gini³ a diminué de 0,517 en 2022 à 0,504 en 2024, avant de remonter à 0,511 en 2025. Cette inflexion s'explique notamment par une progression plus rapide des revenus dans le haut de la distribution. En effet, en 2025, le revenu des 10 % les plus pauvres a augmenté de 3,1 %, contre 8,7

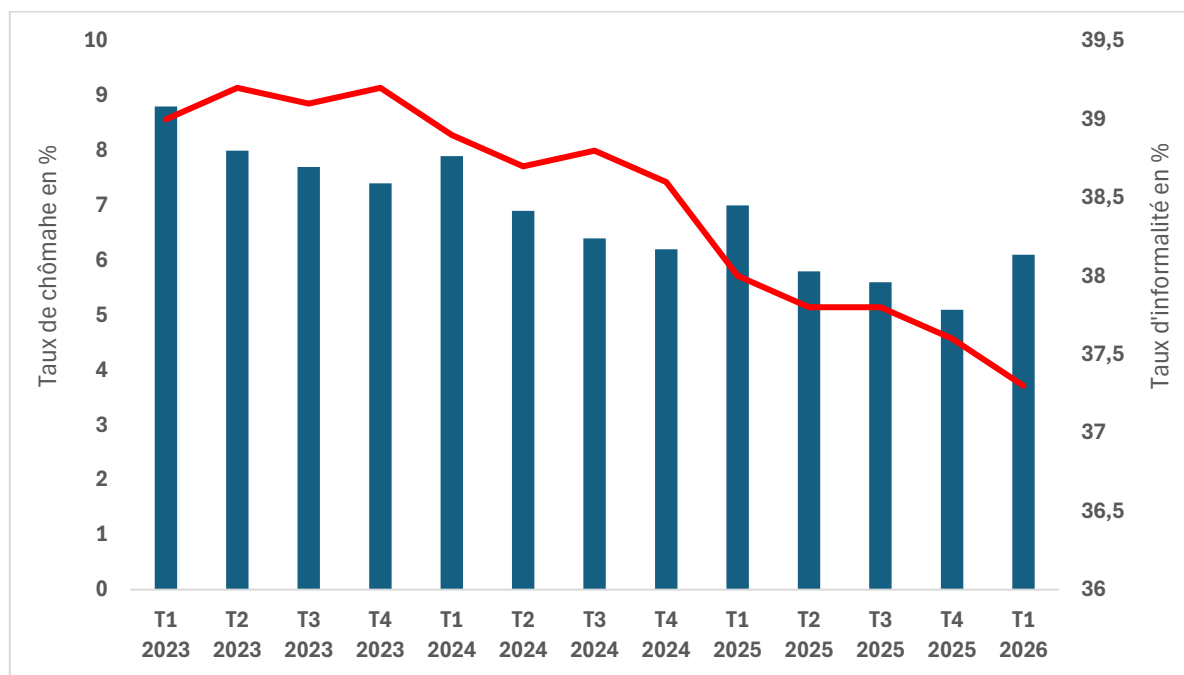
% pour les 10% les plus riches. Ces derniers concentraient toujours une part des revenus supérieure à celle perçue par les 70 % les plus modestes. Malgré l'amélioration constatée, le Brésil demeure ainsi le cinquième pays le plus inégalitaire au monde selon le World Inequality Report.

³ Mesure statistique permettant de rendre compte de la répartition des revenus au sein de la

population, mesurant ainsi le degré d'inégalité des revenus d'un pays.

Graphique de la semaine

Evolution du taux de chômage et d'informalité au cours du mandat Lula III



Source: Institut Brésilien de la Géographie et de la Statistique (IBGE)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr